



CONSEIL COMMUNAUTAIRE

14 SEPTEMBRE 2023

DELIBERATION N° 2023-094-DC

Le quatorze septembre deux mille vingt-trois à 17 heures 30, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à Le Plus – Pôle de Formation à Saumur, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET CLAISSE Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le neuf septembre deux mille vingt-trois et sous sa présidence (sauf de 101 à 104)

Membres présents :

Président, Jackie GOULET CLAISSE (sauf de 101 à 104)

Vice-présidents, Sylvie PRISSET (Présidence de 101 à 104), Michel PATTEE (sauf 105), Nicole MOISY (de 089 à 112), Frédéric MORTIER (de 089 à 111), Jérôme HARRAULT, Grégory PIERRE (de 101 à 114 sauf 105), Anatole MICHEAUD (sauf 106), Béatrice BERTRAND (sauf de 101 à 104), Christian RUAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION (de 093 à 114), Éric MOUSSERION, Éric TOURON (de 089 à 099)

Conseillers délégués, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE (de 089 à 111), Laurent NIVELLE, Alain BOURDIN, Loïc BIDAULT

Conseillers, Didier ROUSSEAU (de 089 à 111), Arnel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Olivier DESCHARD, Jean-Luc GIRARD, Pierre DE BOUTRAY, Alain BOISSONNOT, Nathalie GOHLKE, Christian GALLE, Didier GUILLAUME (de 089 à 111), Pierre-Yves DELAMARE, Jacqueline TARDIVEL (sauf 101 à 104), Sylvie BEILLARD (de 089 à 111), Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA (sauf 101 à 104), Marie-Luce DURAND, Michel DELPHIN, Myriam de CARCARADEC, Colette GAGNEUX, Bruno CHEPTOU, Catherine EVILLARD (de 089 à 111), François BREE (de 089 à 099), Patricia COCHET (de 089 à 111), Éric POEHR (de 089 à 112), Sylvain LEFBVRE, Claudie MARCHAND, Béatrice GUILLON (de 089 à 111 sauf 101 à 104), Marc-Antoine NERON (de 089 à 111), Bruno PROD'HOMME, Bernard HENRY
Michel PONCHANT suppléant Sandrine LION (de 091 à 092), Marie-Odile LE MERCIER suppléante Fabrice BARDY

Absent (s) / Excusé(s) :

Marc BONNIN, Rodolphe MIRANDE, Pierre-Yves DOUET, Gilles TALLUAU, Guillaume MARTIN, Jeannick CANTIN, Jacky MARCHAND, Éric LEFIEVRE, Benoît LEDOUX, Isabelle ISABELLON, Fabrice BARDY, Nathalie MORON, Laurence CAILLAUD, Isabelle DEVAUX, Nicole PEHU, Emmanuel BRAULT, Noël NERON, Nathalie LIEBAULT, Géraldine LE COZ, Christophe CARDET, Gaëlle FAURE, Arlette BOURDIER, Sylvie TAUGOURDEAU, Bertrand CHANDOUINNEAU, Patricia VILLARME

Dont excusé(s) ayant donné pouvoir :

Marc BONNIN à Claudie MARCHAND, Rodolphe MIRANDE à Jackie GOULET (sauf 101 à 104), Éric TOURON à Michel PATTEE (de 100 à 114 sauf 105), Pierre-Yves DOUET à Jean-Luc GIRARD, Gilles TALLUAU à Yves BOUCHER (sauf de 101 à 104), Guillaume MARTIN à Éric MOUSSERION, Jacky MARCHAND à Christian GALLE, Nathalie MORON à Colette GAGNEUX, Laurence CAILLAUD à Bruno CHEPTOU, Isabelle DEVAUX à Guy BERTIN, Nicole PEHU à Frédéric MORTIER (de 089 à 111 sauf 106), Christophe CARDET à Loïc BIDAULT, Géraldine LE COZ à Bruno PROD'HOMME, Astrid LELIEVRE à Sophie TUBIANA (de 112 à 114), François BREE à Thomas GUILMET (de 100 à 114 – sauf 101 à 104), Marc-Antoine NERON à Grégory PIERRE (de 112 à 114)

Secrétaire de séance : Anatole MICHEAUD

	DC 089 à 090	DC 091 à 099	DC 100	DC 101 à 104	DC 105	DC 106	DC 107 à 111	DC 112	DC 113 à 114
Membres en exercice	81	81	81	81	81	81	81	81	81
Quorum	41	41	41	41	41	41	41	41	41
Présents	55	56	54	50	53	54	55	46	44
Absents - Excusés	26	25	27	31	28	27	28	37	39
Pouvoirs	12	12	14	11	13	12	13	14	14
Votants	67	68	68	61	66	66	68	60	58

FISCALITÉ – RÉPARTITION DU FONDS NATIONAL DE PÉRÉQUATION DES RESSOURCES INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES (FPIC) – ANNÉE 2023

Le FPIC consiste à opérer un prélèvement d'une fraction des ressources fiscales de certaines collectivités du bloc communal pour le reverser à des collectivités moins favorisées.

Ce mécanisme met à contribution les territoires intercommunaux et les communes isolées dont le potentiel financier par habitant pondéré est supérieur à 90% de la moyenne nationale. Depuis 2013, le montant est modulé par le revenu par habitant.

Les montants ainsi collectés sont reversés aux autres territoires, au vu de trois critères : le potentiel financier, le revenu par habitant et l'effort fiscal.

Le FPIC calculé au niveau de l'ensemble intercommunal est ensuite réparti entre l'Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) et ses communes membres en deux temps.

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20230920-DC-DE
Date de télétransmission : 20/09/2023
Date de réception préfecture : 20/09/2023

Dans un premier temps entre l'EPCI d'une part et l'ensemble de ses communes membres d'autre part.
Dans un second temps, entre les communes membres.

La notification de répartition du FPIC 2023 établi un montant reversé à l'ensemble intercommunal de 2 846 129€.

Trois modes de répartition du FPIC sont possibles :

La répartition de « droit commun » fixée par le CGCT (art. L2336.3 et L2336.5)

La part de l'EPCI est fonction de son Coefficient d'Intégration Fiscale (CIF) et la part des communes est répartie entre elles en fonction de leurs population DGF, revenu par habitant, potentiel financier et potentiel fiscal.

La répartition dérogatoire « à la majorité des 2/3 »

Cette répartition donne la possibilité de pouvoir modifier également la part intercommunale en plus de la répartition entre communes.

Le conseil de l'EPCI peut introduire les critères de son choix pour modifier ces répartitions, trois restent cependant obligatoires :

- la population ;
- l'écart entre le revenu par habitant de ces communes et le revenu par habitant moyen de l'ensemble intercommunal (EI) ;
- le potentiel fiscal ou financier par habitant de ces communes au regard du potentiel fiscal ou financier par habitant moyen de l'EI.

Toutefois l'application de ces critères ne peut avoir pour effet de s'écarter de plus de 30 % de la répartition de « droit commun ».

La répartition dérogatoire « libre »

La répartition du Fonds entre l'EPCI et ses communes membres se définit librement suivant les critères choisis par le conseil de l'EPCI. Aucune règle particulière n'est prescrite.
Pour cela, l'organe délibérant de l'EPCI doit :

- soit délibérer à l'unanimité, dans un délai de deux mois, suivant la notification du reversement
- soit délibérer à la majorité des 2/3, dans ce même délai de deux mois, et obtenir l'approbation des conseils municipaux dans un délai de deux mois suivant la délibération de l'EPCI (le silence vaut acceptation).

Aussi,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Lourdesse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L.2336-1 à L.2336-7 ;

Vu l'article 125 de la Loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 instituant, à destination des communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, un fonds national de péréquation des recettes fiscales intercommunales et communales (FPIC) ;

Vu l'article 144 de la Loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, à destination des communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, instituant un mécanisme de péréquation horizontale pour le secteur communal ;

Vu l'article 166 de la Loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 relatifs aux mesures fiscales et budgétaires et aux aménagements de la péréquation horizontale ;

Vu la délibération n° 2018/153 DC du conseil communautaire adoptant le Pacte Financier et Fiscal de Solidarité ;

Vu la notification de répartition de droit commun du FPIC 2023 du 25 juillet 2023 ;

Vu l'avis de la commission « Finances - Ressources humaines - Mutualisation et systèmes d'information » du 7 septembre 2023 ;

Accusé de réception en préfecture
049-200071876
Date de télétransmission : 20/09/2023
Date de réception préfecture : 20/09/2023

Considérant que le Pacte Financier et Fiscal de Solidarité préconise que l'Agglomération maintienne son PPI, et donc son niveau d'investissement volontariste malgré la raréfaction des ressources financières ;

Considérant le principe de répartition dérogatoire « libre » du FPIC acté à travers ce pacte ;

Par ce pacte, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire garantit le montant de reversement aux communes membres (droit commun 2017) tant que le FPIC est constant ou augmente.

En cas de baisse du FPIC, les montants de reversement aux communes membres ainsi que celui de la communauté se verront diminuer de manière proportionnelle.

Considérant la baisse du FPIC de 128 117 € entre 2022 et 2023 ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **DE DÉCIDER** de répartir le Fonds national de Péréquation des recettes Intercommunales et Communales (FPIC) de manière dérogatoire « libre » pour l'année 2023, en affectant à chaque commune membre et à la Communauté d'Agglomération (l'EPCI) les montants, comme suit :

Part « EPCI » Saumur Val de Loire : 1 224 410 €
Part Ensemble des communes membres : 1 621 719 €

Communes	Reversement FPIC 2023
Allonnes	49 830 €
Antoigné	8 762 €
Artannes-sur-Thouet	8 306 €
Bellevigne-les-Châteaux	47 125 €
Blou	21 065 €
Brain-sur-Allonnes	37 012 €
Brossay	7 334 €
Cizay-la-Madeleine	9 374 €
Courchamps	9 283 €
Courléon	3 424 €
Denezé-sous-Doué	7 871 €
Distré	23 302 €
Doué-en-Anjou	191 731 €
Épieds	14 221 €
Fontevraud-L'Abbaye	27 742 €
Gennes-Val-de-Loire	166 357 €
La Breille-les-Pins	12 032 €
La Lande-Chasles	2 798 €
Le Coudray-Macouard	12 587 €
Le Puy-Notre-Dame	20 094 €
Les Ulmes	11 347 €
Longué-Jumelles	103 071 €
Louresse-Rochemenier	13 014 €

Communes	Reversement FPIC 2023
Montreuil-Bellay	51 464 €
Montsoreau	6 907 €
Mouliherne	17 990 €
Neuillé	17 173 €
Parnay	8 440 €
Rou-Marson	12 075 €
Saint Clément-des-Levées	22 024 €
Saint Just-sur-Dive	8 230 €
Saint Macaire-du-Bois	9 677 €
Saint Philbert-du-Peuple	23 602 €
Saumur	350 001 €
Souzay-Champigny	14 174 €
Tuffalun	39 490 €
Turquant	11 272 €
Varennes-sur-Loire	34 823 €
Varrains	20 004 €
Vaudelnay	21 600 €
Vernantes	41 004 €
Vernoil-le-Fourrier	24 155 €
Verrie	8 888 €
Villebernier	28 384 €
Vivy	42 679 €
TOTAL	1 621 719 €

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes :
Pour : 68
Contre :
Abstention :

Date de transmission au contrôle de légalité :

Date d'affichage :

Pour le Président empêché,
Et par délégation,
La 1^{re} Vice-Présidente

Sylvie PRISSET

En vertu de l'article R. 421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle »